

Cote du document: EB 2014/LOT/P.10  
Date: 1<sup>er</sup> août 2014  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Mémoire du Président

### Proposition de financement supplémentaire à la République du Soudan pour le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Hani Abdelkader Elsadani**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +249 187124500;  
+249 96 925 0271  
courriel: h.elsadani@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République du Soudan pour le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, telle qu'elle figure au paragraphe 16.

## Mémoire du Président

### Proposition de financement supplémentaire à la République du Soudan pour le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan

#### I. Contexte

1. Le présent mémoire a pour objet de demander l'approbation d'un financement supplémentaire sous la forme d'un don d'environ 3,193 millions d'USD au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) pour le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2004. Ce don servira à cofinancer, avec le Gouvernement soudanais et les bénéficiaires du programme, le coût de la consolidation et de la pérennisation des résultats du programme ainsi que de la reproduction à plus grande échelle des interventions de finance rurale et de développement communautaire qui ont fait leurs preuves.
2. Ce financement supplémentaire a été demandé par la République du Soudan, qui a accepté que 3,193 millions d'USD soient prélevés sur l'allocation du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)<sup>1</sup> pour le cycle 2013-2015 afin de financer les besoins supplémentaires du programme. La République du Soudan est admise depuis 2010 à bénéficier d'un financement à 100% sous forme de don au titre du CSD et remplit pleinement les conditions du programme de rééchelonnement de sa dette, approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2012.

#### II. Justification du financement supplémentaire

3. Le programme a obtenu des résultats louables, en particulier dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, du développement communautaire et de la finance rurale. Il est considéré par le gouvernement comme l'une des initiatives de développement communautaire et de gestion des ressources naturelles les plus réussies dans la région du Grand Kordofan (comprenant les États du Kordofan-Nord, du Kordofan-Sud et du Kordofan-Ouest), où il a atteint la plupart de ses objectifs en dépit des difficultés créées par la situation sécuritaire précaire, en particulier au Kordofan-Sud. Par les opérations qu'il a menées dans 368 communautés, le programme a touché environ 38 500 ménages, soit 101% de son objectif, c'est-à-dire plus de 228 000 personnes, dont 120 000 femmes.
4. Néanmoins, selon les conclusions des dernières missions de supervision, la pérennité de certains résultats du programme demeure incertaine, en raison principalement de la faible capacité des institutions créées par le programme. Le financement supplémentaire proposé fournira les ressources financières nécessaires pour reproduire à plus grande échelle les interventions réussies dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de la finance rurale et du développement

<sup>1</sup> Le reliquat du SAFP (24,468 millions d'USD) sera destiné au Programme de commercialisation du bétail et de résilience de l'élevage, qu'il est prévu de présenter au Conseil d'administration en décembre 2014.

communautaire, en mettant l'accent en particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles afin de consolider les résultats du programme et d'en assurer la durabilité. Des informations détaillées sont présentées dans les paragraphes ci-après.

5. Le financement supplémentaire soutiendra principalement la consolidation des activités prévues dans le cadre des trois premières composantes techniques: gestion des ressources naturelles; services financiers ruraux et commercialisation; et développement communautaire et vulgarisation. Les investissements prévus au titre de l'appui institutionnel comprennent une formation spécifique à la composante et une formation transversale ainsi que les dépenses de fonctionnement afférentes aux structures gouvernementales nécessaires à la mise en œuvre des activités du programme au niveau des États et des localités.
6. Afin de pérenniser les résultats du programme, l'accent sera mis sur le renforcement des institutions qu'il a mises en place et soutenues – associations d'usagers de l'eau, coopératives, comités de gestion de la piste à bétail, centres de règlement des différends – au moyen d'un travail supplémentaire de formation et de sensibilisation de la part des équipes de vulgarisation, et de la concertation sur les politiques. Le financement supplémentaire soutiendra les améliorations nécessaires de l'infrastructure. Il renforcera aussi la gestion des points d'eau, la durabilité de l'infrastructure dépendant de l'efficacité du système d'entretien et la bonne gestion des points d'eau s'étant révélée être une activité génératrice de revenus. Les organisations d'usagers de l'eau seront renforcées par les équipes de vulgarisation, qui les aideront également à obtenir du crédit pour financer les ouvrages agricoles. Pour consolider les résultats dans le domaine de la gouvernance de la gestion des ressources naturelles et réduire les conflits qui y sont liés, le programme continuera de collaborer étroitement avec les trois États afin d'améliorer la cogestion des pistes à bétail et de renforcer les centres de règlement des différends par la formation et la mise en relation avec les unités qui seront spécialement créées au sein des ministères de l'agriculture des États.
7. S'agissant de la composante relative à la finance rurale, le financement supplémentaire soutiendra la durabilité des groupements d'épargne et de crédit (GEC) dans la zone du programme et en étendra la couverture dans la région du Kordofan par la reproduction du modèle des GEC au sein et en dehors des villages ciblés. La phase de vulgarisation soutiendra une série d'initiatives pilotes: i) création d'associations villageoises durables; ii) financement des services de vulgarisation; iii) fourniture d'autres services de développement par l'intermédiaire des GEC; et iv) association des GEC aux initiatives de développement d'entreprises communautaires.
8. En ce qui concerne le développement communautaire, le financement supplémentaire soutiendra le renforcement des capacités afin de consolider les résultats obtenus en matière de mobilisation et d'organisation des communautés; de création de comités, de centres et de centres intégrés de développement communautaire. Ce modèle de centre intégré de développement communautaire, qui a fait ses preuves, sera reproduit dans d'autres communautés.
9. Les agents de vulgarisation du programme sont essentiels au niveau des communautés (au sein des réseaux locaux de vulgarisation) et des localités (par le biais des équipes multidisciplinaires de vulgarisation [EMV]) du fait qu'ils seront chargés de son exécution. Étant donné que la durabilité de la plupart des résultats du programme dépend de la qualité et de l'efficacité des services de vulgarisation fournis, le financement supplémentaire soutiendra les agents de vulgarisation des communautés et des localités, et assurera le suivi approprié et la formation continue en cours d'emploi des agents des réseaux locaux de vulgarisation par les EMV. La concertation avec le gouvernement sera poursuivie afin de garantir que les dépenses de fonctionnement des agents de vulgarisation seront couverts après l'achèvement du programme de façon à éviter la rupture des services de

vulgarisation que les EMV fournissent aux communautés. Durant la phase de prolongation proposée, le gouvernement prendra déjà en charge les traitements du personnel des EMV et des organismes d'exécution du programme ainsi que 50% de leurs indemnités et de leurs frais de fonctionnement. Parallèlement, le programme pilotera le financement des services de vulgarisation dans le cadre de la composante relative à la finance rurale, et les résultats de la phase pilote seront utilisés dans les programmes futurs.

10. **Gestion financière.** La gestion financière est plutôt satisfaisante mis à part quelques carences au sujet desquelles la mission de supervision a formulé les recommandations nécessaires. En mars 2014, le taux de décaissement était de 96,9%. En ce qui concerne les fonds de contrepartie, un suivi rigoureux est nécessaire auprès du gouvernement pour assurer la remise régulière et en temps opportun de ces fonds et obtenir les documents relatifs à la contribution de contrepartie autre qu'en espèces (exonération de droits de douane et d'impôts). Le programme respecte les clauses de l'accord de prêt. Les dispositions relatives à la gestion financière et au décaissement appliquées dans le programme en cours vaudront également pour le financement supplémentaire.

### **III. Coût et financement du programme**

#### **A. Coût du programme**

11. Aux fins du calcul des coûts concernant le financement supplémentaire du programme, les taux suivants ont été retenus: 25% d'inflation intérieure pour la première année d'exécution, 20% pour la seconde; 2,0% d'inflation exogène sur la durée totale du programme; et 5,7 livres soudanaises (SDG) pour un dollar des États-Unis. Une provision pour aléas financiers a été appliquée à toutes les dépenses. Sur la base des prix courants, le coût de base s'élève au total à environ 4,414 millions d'USD (25 160 millions de SDG).
12. Compte tenu des quelque neuf années d'expérience acquise dans l'exécution du programme et de la similitude des activités prévues, la provision pour aléas d'exécution a été réduite au minimum. Les prévisions relatives aux coûts unitaires sont fondées sur les informations recueillies sur le terrain et sur les données provenant des projets exécutés au Soudan par le FIDA et par d'autres institutions financières internationales.

Tableau 1  
Coût du programme par composante

	(En milliers de SDG)			(En milliers d'USD)			Devises (%)	Coût de base (%)
	Monnaie locale	Devises	Total	Monnaie locale	Devises	Total		
<b>A. Gestion des ressources naturelles</b>	4 017,9	1 406,9	5 424,8	704,9	246,8	951,7	26	22
<b>B. Services financiers ruraux et commercialisation</b>								
1. Finance rurale	1 516,9	565,6	2 082,5	266,1	99,2	365,4	27	8
2. Commercialisation	164,2	-	164,2	28,8	-	28,8	-	1
<b>Sous-total services financiers ruraux et commercialisation</b>	<b>1 681,0</b>	<b>565,6</b>	<b>2 246,7</b>	<b>294,9</b>	<b>99,2</b>	<b>394,2</b>	<b>25</b>	<b>9</b>
<b>C. Développement communautaire et vulgarisation</b>	3 599,6	542,6	4 142,2	631,5	95,2	726,7	13	17
<b>D. Routes rurales de desserte</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>E. Appui institutionnel</b>								
1. Appui aux collectivités locales	3 860,6	180,8	4 041,4	677,3	31,7	709,0	4	16
2. Appui aux gouvernements des États et fourniture de moyens matériels	2 816,7	115,9	2 932,7	494,2	20,3	514,5	4	12
3. Appui à la coordination inter-États	2 755,3	89,0	2 844,2	483,4	15,6	499,0	3	11
4. Appui institutionnel en faveur de la coordination du programme	2 969,7	173,6	3 143,3	521,0	30,5	551,5	6	13
<b>Sous-total appui institutionnel</b>	<b>12 402,3</b>	<b>559,3</b>	<b>12 961,6</b>	<b>2 175,8</b>	<b>98,1</b>	<b>2 274,0</b>	<b>4</b>	<b>52</b>
<b>Coût total de référence</b>	<b>21 700,7</b>	<b>3 074,5</b>	<b>24 775,2</b>	<b>3 807,1</b>	<b>539,4</b>	<b>4 346,5</b>	<b>12</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour aléas financiers	4 469,3	659,3	5 128,6	59,0	8,8	67,8	13	2
<b>Coût total du programme</b>	<b>26 170,0</b>	<b>3 733,8</b>	<b>29 903,8</b>	<b>3 866,2</b>	<b>548,2</b>	<b>4 414,4</b>	<b>12</b>	<b>102</b>

13. Les activités prévues au cours de la prolongation de deux ans seront financées par un don supplémentaire du FIDA d'un montant de 3,193 millions d'USD (72,3%) au titre du CSD; une contribution du Gouvernement soudanais s'élevant à 1,190 million d'USD (27,0%), qui couvrira les traitements/indemnités, les dépenses de fonctionnement, et les droits et taxes<sup>2</sup>; et un apport de 0,03 million d'USD (0,7%) des communautés locales. Les dépenses du programme par source de financement sont récapitulées dans le tableau ci-dessous (en milliers de dollars des États-Unis).

Tableau 2  
Coût du programme par source de financement  
(en milliers d'USD)

Catégorie	Gouvernement		FIDA		Communautés locales		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux	149,2	15,0	845,7	85,0	-	-	995,0	22,5
2. Véhicules	24,9	44,0	31,7	56,0	-	-	56,6	1,3
3. Équipement et fournitures	25,7	25,0	77,0	75,0	-	-	102,6	2,3
4. Formation	-	-	534,1	100,0	-	-	534,1	12,1
5. Consultants	49,5	4,2	1 123,3	95,8	-	-	1 172,8	26,6
6. Dons et subventions	-	-	168,8	84,9	30,0	15,1	198,8	4,5
7. Salaires et indemnités	609,1	163,8	136,9	136,2	-	-	746,0	16,9
8. Dépenses de fonctionnement	332,4	54,6	276,2	45,4	-	-	608,6	13,8
<b>Total</b>	<b>1 190,7</b>	<b>27,0</b>	<b>3 193,6</b>	<b>72,3</b>	<b>30,0</b>	<b>0,7</b>	<b>4 414,4</b>	<b>100,0</b>

<sup>2</sup> Plus précisément, 100% des traitements du personnel des organismes d'exécution et des équipes de vulgarisation; 50% des indemnités du personnel des organismes d'exécution et des EMV; 50% des dépenses de fonctionnement; et 100% des droits et taxes.

#### **IV. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

14. Lorsque la proposition aura été approuvée par le Conseil d'administration, l'accord de financement existant sera modifié afin d'y incorporer le financement supplémentaire.
15. Aucune nouvelle composante n'a été ajoutée et aucune composante existante n'a été exclue. Les dates d'achèvement et de clôture du programme seront reportées, respectivement, à décembre 2016 et juin 2017.

#### **V. Recommandation**

16. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un don d'un montant équivalant à deux millions soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (2 070 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Revised logical framework

Narrative summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<b>Programme goal</b>			
<b>Improved equity, efficiency and stability of the economy of the Kordofan States</b>			
<b>Programme development objective</b>			
<b>Increased incomes of farmers and pastoralists in the Kordofan States from crop, livestock, range products and off-farm activities</b>			
<b>Component 1: Natural resource management (NRM)</b>			
<b>Outcome 1.1: Improved NRM and reduced resource-based conflict.</b>			
1.1.1 Community-based natural resource management improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15,000 fed off land reclaimed for crop production</li> <li>• 300 fed off land under sand dune fixation</li> <li>• 18 water yards constructed/rehabilitated.</li> <li>• 490,000 m<sup>3</sup> of hafirs constructed/rehabilitated.</li> <li>• 59 community/household (HH) nurseries constructed/rehabilitated</li> <li>• 40 community forests constructed/rehabilitated</li> <li>• 756,000 seedling produced</li> <li>• 12,100 fed off agro-forestry area planted</li> <li>• 3,000 km community fire-lines established</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Federal- and state-level statistics and inventories</li> <li>• Baseline reports and rangeland productivity records</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Key concerned stakeholders have the capacity to plan, design and implement required adaptation measures (A)</li> <li>• Poor maintenance of investments and governance conflicts result in reduced benefits to herders and farmers (R)</li> </ul>
1.1.2 Better state and inter-state management of natural resources.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4,650 km of stock routes demarcated</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Management information system (MIS) (community database, village database, HH survey, thematic studies, geographic information system (GIS) and mini-surveys)</li> <li>• Baseline survey</li> <li>• Secondary data/sources</li> <li>• CRCs reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Roles and mandates of state institutions are revised (A)</li> </ul>
<b>Component 2: Rural financial services and marketing</b>			
<b>Outcome 2.1: Access to credit in the rural areas improved</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of support from men or local leaders for women's groups (R)</li> </ul>
2.1.1 Village savings and credit groups established	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2,900 village savings and credit groups (VSCGs) established *</li> <li>• 47,000 VSCGs members</li> <li>• 15 VSCGs associations</li> <li>• 2.5 million Sudanese pounds (SDG) of savings mobilized</li> <li>• 2 million SDG of credit mobilized</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MIS/Progress reports.</li> <li>• Beneficiary database.</li> <li>• ABS records</li> </ul>	

Narrative summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
2.2.1 Agricultural Bank of Sudan Microfinance Initiative (ABSUMI) activities are successfully piloted and expanded	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>26,000 HHS outreach</b></li> <li>• <b>4 million SDG of savings mobilized</b></li> <li>• <b>16 million SDG as portfolio size</b></li> <li>• <b>1.3 million SDG of profits</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ABSUMI database</li> <li>• ABSUMI MIS</li> <li>• ABSUMI progress reports</li> </ul>	
<b>Outcome 2.2:</b> Crop/livestock produce is marketed effectively			
2.2.1 Community marketing infrastructure is functional			
<b>Component 3: Community development and extension</b>			
<b>Outcome 3.1</b> Communities provided with better capacity to plan, execute, monitor and evaluate community subprojects			
3.1.1 Communities mobilized and organized	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>148 Community development centres (CDCs) established</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MIS/Progress reports.</li> <li>• Ministry of Agriculture (MOA) records (relevant department).</li> <li>• TA reports</li> </ul>	
3.1.2 Extension services are effective and accessible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>760 community-based extension agents (LEN) operational</b></li> <li>• <b>760 extension agents trained</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline</li> <li>• MOA reports</li> <li>• HH assessment</li> <li>• Localities records</li> <li>• Thematic study</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Operating costs of extension agents are not paid by the locality administration (R)</li> </ul>
<b>Component 4: Rural feeder roads</b>			
Outcome 3.1: Rural access roads networks expanded and improved			
3.1.1 Feeder road constructed and maintained			
<b>Component 4: Institutional Support</b>			
<b>Outcome 4.1</b> Institutions at locality and state level are enabled to effectively support the programme activities	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>44 Surveys carried out</b></li> </ul>		